

Paris le 15 avril 2003

Communiqué de presse

**Rapport de la Cour des comptes :  
le gouvernement lance l'artillerie lourde  
contre les retraites des fonctionnaires !**

Lors de son discours devant le Conseil économique et social le 3 février, Mr Raffarin avait annoncé que le gouvernement engagerait une forte campagne de communication sur les retraites. Après avoir inspiré le rapport annuel 2003 du Conseil d'Etat qui s'en prenait déjà aux fonctionnaires, il utilise maintenant la Cour des comptes qui publie officiellement le 17 avril un rapport sur les pensions des fonctionnaires civils de l'Etat.

L'auteur du rapport met en avant un certain nombre de disparités, présentées comme autant d'anomalies.

En réalité, la plupart de ces différences internes au système général des retraites des fonctionnaires sont les conséquences de mauvaises réponses des gouvernements, au fil des décennies, face aux revendications des agents publics.

La reconnaissance des métiers et des qualifications par des rémunérations principales adaptées aurait évité la mise en place de primes différentes qui, rappelons-le, ne sont pas prises en compte dans le calcul des retraites.

Les bonifications ou indemnités éventuelles n'auraient pas lieu d'être si certaines contraintes (éloignement du domicile, mobilité sur l'ensemble du territoire...) étaient prises en compte dans la rémunération.

Tout ceci rend nécessaire un élargissement de l'assiette retenue pour le calcul des retraites de ces agents ( par l'intégration des primes dans ce calcul, sans perte de pouvoir d'achat ).

Ce rapport tombe à pic pour le gouvernement, au moment où il précise sa réforme des retraites ; le premier acte de celle-ci risque d'être l'alignement des fonctionnaires sur les 40 annuités du privé, pour, ensuite augmenter la durée de cotisation de tous les salariés, privé comme public.

L'Union syndicale-G10 Solidaires rappelle que les privilèges et les inégalités dont souffre la société française se trouvent ailleurs que dans la grande majorité des agents des fonctions publiques. Jeter la suspicion sur les fonctionnaires est une ficelle bien connue : elle évite de parler de la concentration des profits pour une minorité !

Dénoncer les fonctionnaires, c'est essayer de diviser privé et public pour mieux faire passer la contre-réforme des retraites.